



FRANCE SCÉNARIO 2021-2022

QUELLE SORTIE DE CRISE POUR LA FRANCE ?

Décembre 2020

Pierre Benadjaoud

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT
ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ



ÉTUDES ÉCONOMIQUES GROUPE

SOMMAIRE

1 | Synthèse

2 Les tendances récentes de l'activité

3 Notre scénario 2021-2022

VERS UNE REPRISE CONDITIONNÉE PAR LA SITUATION SANITAIRE EN 2021

Le PIB français devrait connaître un recul record de 9,2% en 2020. Cette récession est due à la forte contraction de l'économie au premier semestre (-5,9% par rapport au trimestre précédent au T1 et -13,8% au T2) causée par le confinement, la fermeture des commerces et la mise à l'arrêt de nombreux secteurs de l'économie, notamment la construction ; puis par la deuxième vague épidémique ayant entraîné un nouveau confinement accompagné de fermetures administratives en novembre.

Au troisième trimestre, le rebond mécanique attendu a bien eu lieu et le PIB a progressé de 18,7% par rapport au T2. Le rebond est dû majoritairement à la forte reprise de la consommation de biens dès la réouverture des commerces.

L'investissement est également reparti notamment grâce à la reprise des chantiers. Malgré un rebond marqué, la reprise reste inégale entre les secteurs et le deuxième confinement a continué à principalement toucher les secteurs déjà fragilisés par la crise depuis plusieurs mois. Après une nouvelle contraction du PIB au T4, nous attendons une reprise graduelle de l'activité au premier semestre 2021 liée à un déconfinement prudent avec maintien de certaines contraintes réglementaires afin de freiner la propagation de l'épidémie. À partir du second semestre 2021 et en 2022, la reprise serait progressive, soutenue par la consommation et par l'investissement avec la mise en œuvre du plan de relance. Si les

facteurs de soutien à la croissance sont bien identifiés, la temporalité de la reprise reste incertaine et conditionnée par des hypothèses sanitaires fragiles (avec une réouverture des restaurants / fin de couvre-feu potentiellement retardée en 2021) ainsi que par le déploiement des campagnes de vaccination au cours de 2021.

Principales composantes du scénario :

- **La consommation des ménages** devrait connaître en 2021 un rebond plus progressif qu'au T3 2020. Malgré un premier effet mécanique suite à la réouverture des commerces, le maintien de mesures négatives pour la consommation de services et la baisse de la confiance des consommateurs continueront à peser sur les dépenses des ménages. A partir du deuxième semestre 2021 et avec une meilleure maîtrise de la situation sanitaire, l'utilisation d'une partie de l'épargne accumulée pendant les confinements permettrait de retrouver peu à peu les niveaux de consommation d'avant-crise.
- **L'investissement des entreprises** sera fortement soutenu par le plan de relance en 2021 et a déjà redémarré courant 2020 avec la reprise des chantiers. Si certains investissements sont suspendus pendant les périodes de confinement, le rebond de l'investissement productif a été marqué dès la fin du confinement du

printemps. En outre, le plan de relance vise à soutenir la croissance à moyen terme et continuera à stimuler l'investissement en 2022 via notamment la seconde tranche de baisse des impôts de production.

- **Le commerce extérieur** devrait nettement peser sur la croissance en 2020. Le redémarrage difficile de certains secteurs importants pour les exportations françaises, tels que l'aéronautique et le tourisme, ne permettrait pas de réduire le déficit commercial français malgré une nette reprise des exportations en 2021. En outre, la reprise de la consommation s'accompagnera d'un rebond des importations.
- Un premier ajustement du taux de chômage a eu lieu au T3 2020. Si les dégâts sur le **marché de l'emploi** ont été largement limités par les mesures d'urgence et de soutien pendant la crise, une hausse du chômage et des défaillances paraît inévitable lorsque les mesures administratives et de soutien seront progressivement levées. La hausse des défaillances ne devrait cependant pas être trop marquée, le recours massif aux PGE et leur amortissement très graduel permettant notamment de fluidifier la trésorerie des entreprises.

SYNTHÈSE

UNE REPRISE PROGRESSIVE DÉPENDANTE DE LA SITUATION SANITAIRE ET PORTÉE PAR LA DEMANDE INTÉRIEURE

Les principaux chiffres de notre scénario

France	Moyenne annuelle (a/a, %)			
	2019	2020	2021	2022
PIB	1,5	-9,2	5,9	3,6
Consommation des ménages	1,5	-7,9	5,5	3,5
Investissement	4,3	-11,0	8,6	4,2
Investissement des entreprises	4,5	-9,6	7,1	3,6
Variation des stocks*	-0,4	0,2	-0,9	-0,2
Exportations nettes*	-0,3	-1,7	0,1	0,6
Taux de chômage (Insee)	8,1	8,2	9,8	9,6
Inflation (a/a) Insee	1,1	0,5	0,5	0,8
Solde public (% PIB)	-3,0	-11,3	-7,8	-6,2

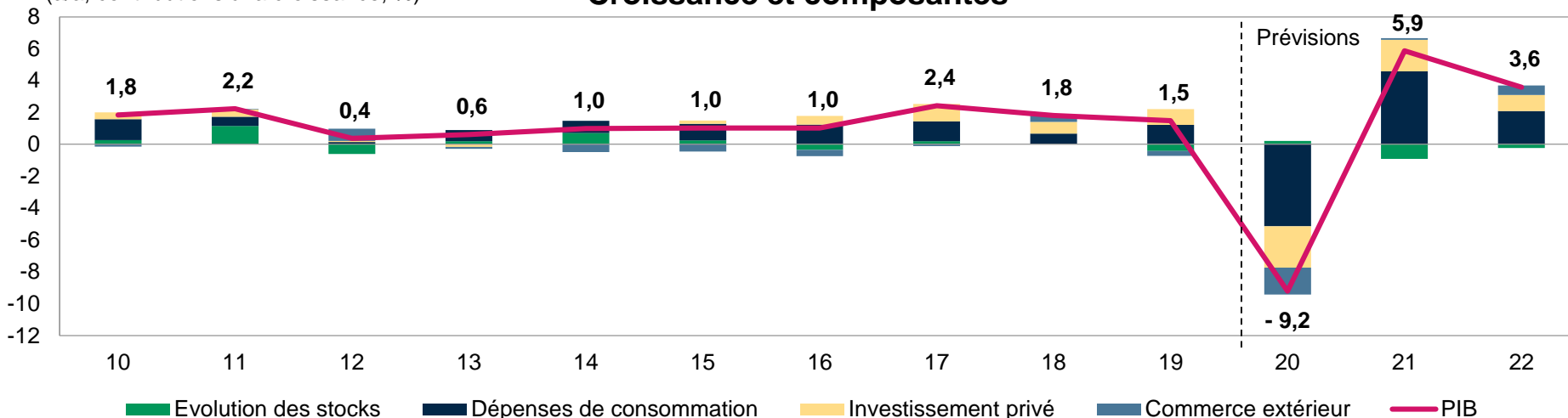
Variation trimestrielle (t/t, %)											
2019				2020				2021			
T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
0,5	0,3	0,1	-0,2	-5,9	-13,8	18,7	-4,8	3,1	1,0	1,3	1,1
0,6	0,5	0,4	0,2	-5,7	-11,4	17,9	-8,0	5,0	0,7	1,8	1,1
1,2	1,3	1,2	0,3	-10,5	-14,4	23,9	-4,1	2,9	1,4	1,3	1,2
1,2	1,2	1,3	0,2	-9,1	-13,0	20,5	-3,2	2,0	1,2	1,2	1,1
0,1	-0,2	-0,1	-0,5	0,7	0,9	-1,5	0,2	-0,3	-0,1	-0,4	0,0
-0,2	-0,2	-0,4	0,0	-0,2	-2,2	0,6	0,3	-0,2	0,3	0,3	0,1
8,4	8,2	8,1	7,8	7,6	7,0	8,8	9,3	9,7	10,1	10,1	9,9
1,2	1,1	1,0	1,1	1,2	0,3	0,3	0,1	0,2	0,6	0,5	0,6

* Contributions à la croissance du PIB

Source : Crédit Agricole SA/ECO, prévisions

(a/a, contributions à la croissance, %)

Croissance et composantes



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

1 Synthèse

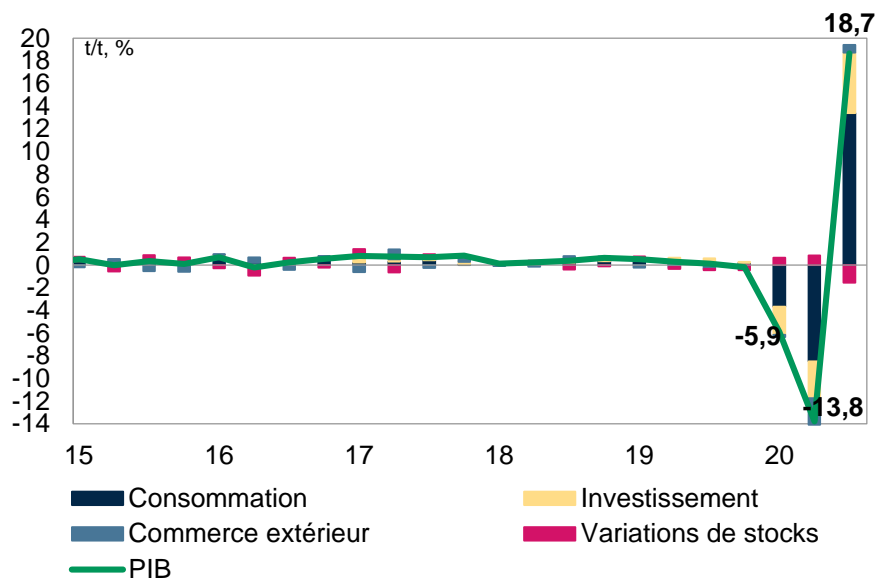
2 | Les tendances récentes de l'activité

3 Notre scénario 2021-2022

LES TENDANCES RÉCENTES DE L'ACTIVITÉ

UN REBOND MÉCANIQUE TRÈS NET ENTRE LES DEUX CONFINEMENTS

Croissance du PIB (t/t,%) et contributions

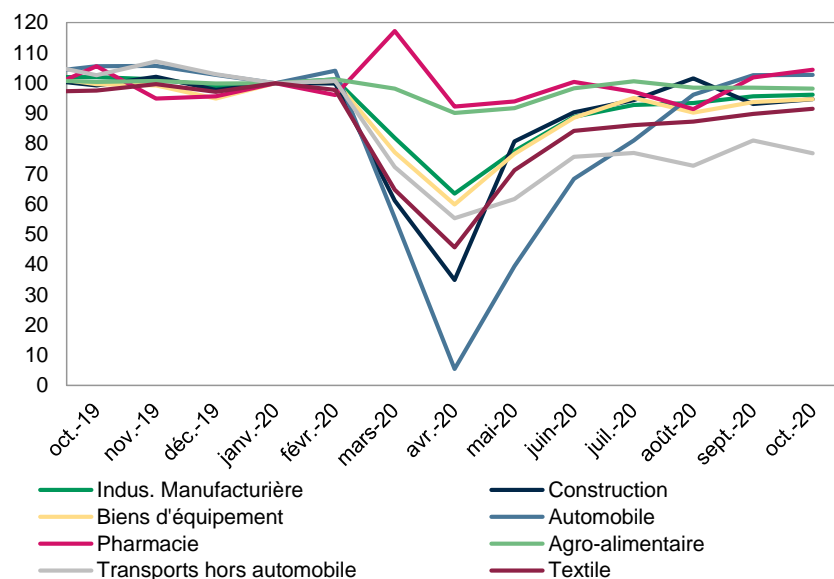


Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

Le PIB a fortement rebondi au troisième trimestre 2020, progressant de 18,7% par rapport au deuxième trimestre. Cette reprise intervient après deux trimestres de recul marqué du PIB et confirme l'effet mécanique de reprise de la consommation et de l'investissement après le confinement du printemps dernier. Une importante partie des pertes d'activité du premier semestre a ainsi été rattrapée puisque le PIB s'établit à un niveau 3,7% inférieur à celui du T4 2019 au T3 2020 contre -18,9% au T2.

Du côté de la production, on remarque un redémarrage différencié

Production industrielle (janvier 2020 = 100)



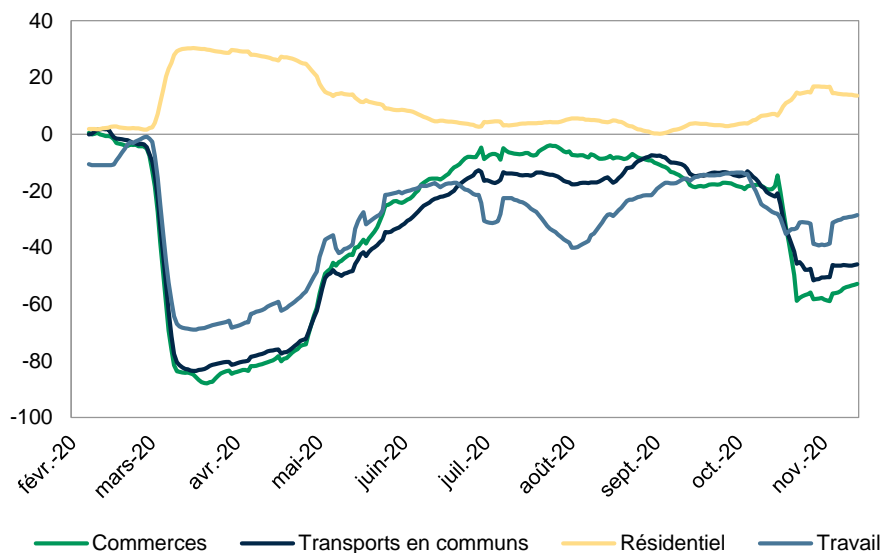
Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

entre secteurs. La production de biens d'équipement est rapidement repartie et les chantiers ont rouvert rapidement, ce qui coïncide d'ailleurs avec la forte reprise de l'investissement productif et dans la construction. En revanche, l'activité dans certains secteurs et notamment celui des matériels de transport a mis davantage de temps à se rétablir. L'industrie aéronautique est également pénalisée par la chute du transport aérien et reste à un niveau d'activité 24% inférieur à celui d'avant-crise au mois d'octobre.

LES TENDANCES RÉCENTES DE L'ACTIVITÉ

UN DEUXIEME CONFINEMENT MOINS NÉGATIF POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE, LES INDICATEURS AVANCÉS

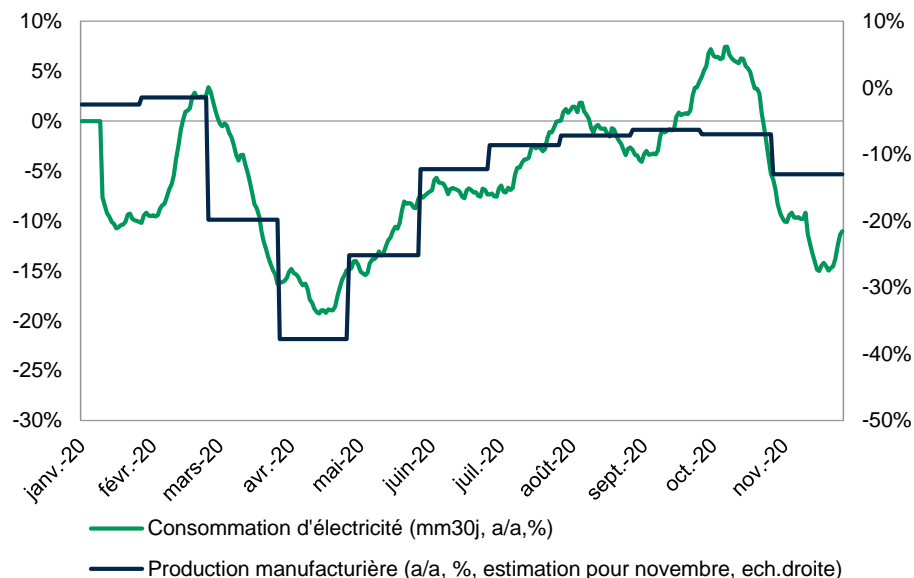
Indicateurs de déplacement Google Mobility



Sources : Google Mobility, Crédit Agricole S.A. / ECO

Dès le mois de novembre, les premières données à haute fréquence que nous avons commencé à suivre au printemps ont indiqué un confinement moins intense qu'au mois d'avril. En particulier, la fréquentation des transports en commun s'est maintenue à un niveau plus élevé. La RATP indiquait par exemple que la fréquentation du métro parisien était 50% inférieure à la normale en heures de pointe et 80% inférieure à la normale en dehors au mois de novembre, tandis que la fréquentation était tombée à 5% en avril. Ces informations sont confirmées par les données de mobilité fournies par Google. Alors que

Consommation d'électricité et production manufacturière



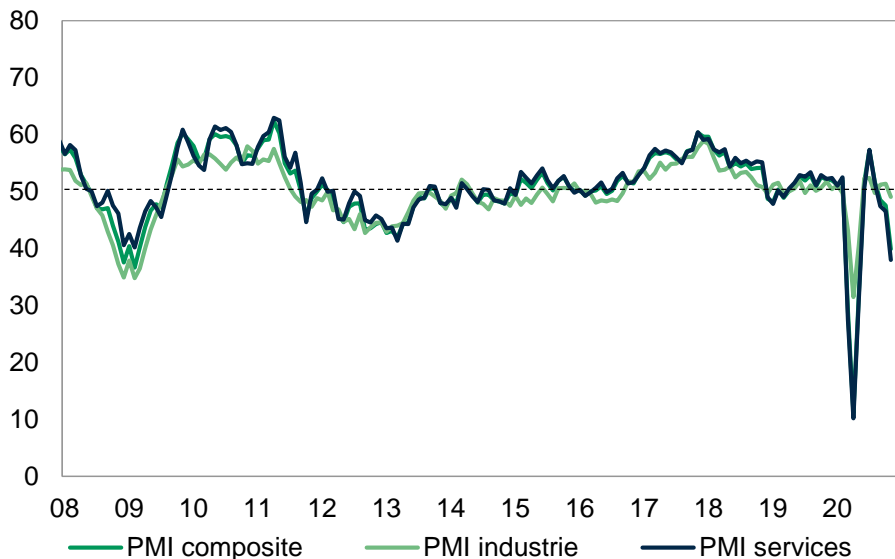
Sources : RTE, Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

la fréquentation des domiciles augmente en novembre, on constate une nette baisse des autres déplacements mais d'une ampleur moindre que la chute observée en mars. L'observation de la consommation d'électricité, nettement corrélée à l'activité économique et notamment à la production manufacturière, permet aussi d'envisager une certaine résilience de secteurs quasiment à l'arrêt lors du confinement du printemps. Ces premières observations sont confirmées par les premières enquêtes de conjoncture disponibles pour le mois de novembre.

LES TENDANCES RÉCENTES DE L'ACTIVITÉ

UN DEUXIEME CONFINEMENT MOINS NÉGATIF POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

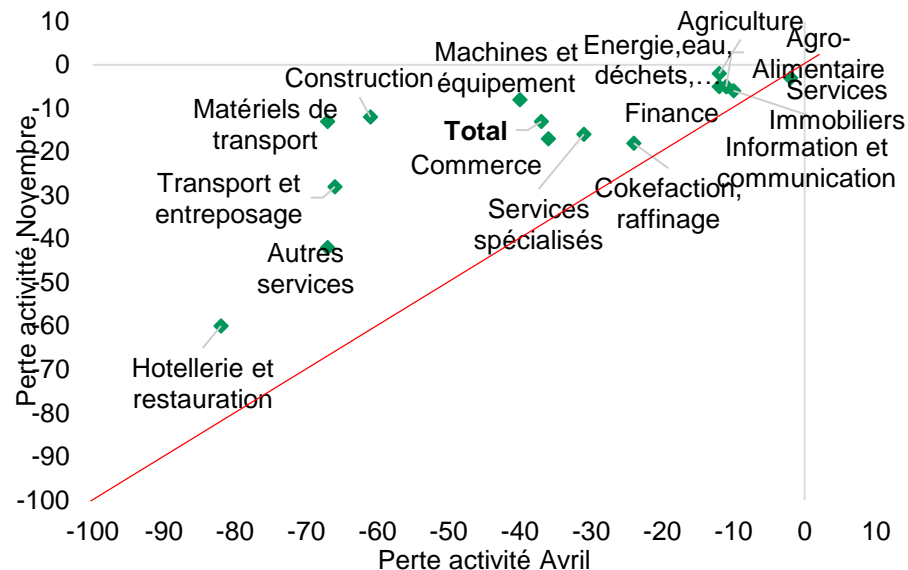
Climat des affaires



Sources : IHS Markit, Crédit Agricole S.A. / ECO

Après le fort rebond en fin de T2, le climat des affaires se dégrade à nouveau en France depuis l'automne. La baisse est particulièrement marquée dans les services, premiers secteurs touchés par les restrictions réglementaires successives (couvre-feu, fermetures) tandis que d'autres secteurs semblent mieux résister qu'au printemps. En effet, la construction et l'industrie ont déjà adopté les normes sanitaires nécessaires à la poursuite de leur activité. De plus, contrairement au printemps, les écoles sont restées ouvertes en novembre ce qui limite la baisse de l'offre de travail pour garde d'enfants. En outre, la consommation a également mieux résisté avec un relais plus important du commerce en ligne via l'adaptation des

Comparaison de l'impact des confinements



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

services logistiques aux normes sanitaires et la mise en place de systèmes comme le « click and collect ». Au total, alors que l'activité s'établissait à un niveau inférieur de 30% à la normale au mois d'avril, elle ne serait que 13% inférieure à la normale en novembre selon l'Insee et 12% selon la Banque de France. L'impact reste différencié d'un secteur à l'autre avec des secteurs toujours durement touchés (hôtellerie et restauration en premier lieu), tandis que d'autres secteurs presque à l'arrêt pendant le premier confinement sont cette fois en mesure de poursuivre leur activité, c'est le cas notamment de la construction et dans une large mesure de l'industrie.

1 Synthèse

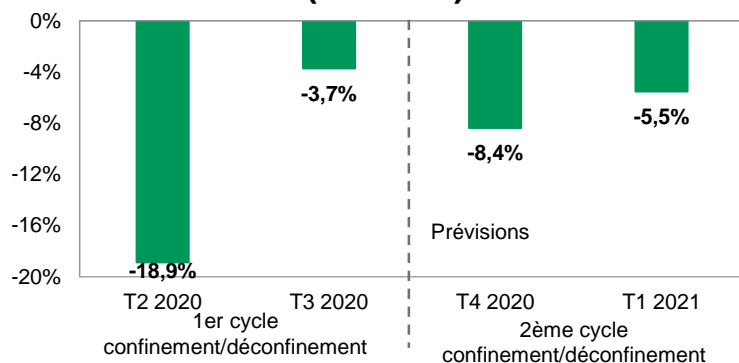
2 Les tendances récentes de l'activité

3 | Notre scénario 2021-2022

NOTRE SCÉNARIO 2021-2022

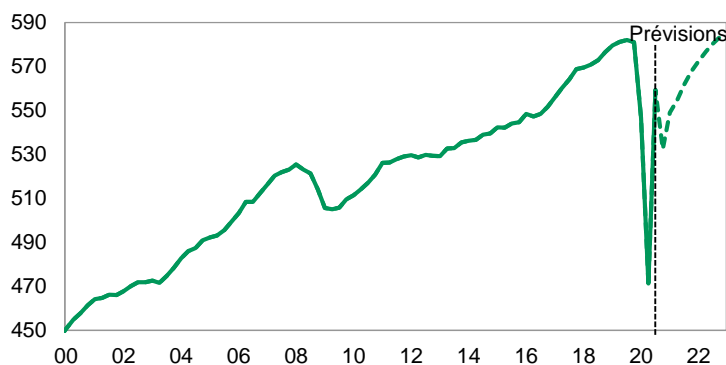
VERS UNE REPRISE HEURTÉE CONDITIONNÉE PAR LES HYPOTHÈSES SANITAIRES

Niveau de PIB par rapport à la normale (T4 2019)



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

PIB trimestriel (Mds€)



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

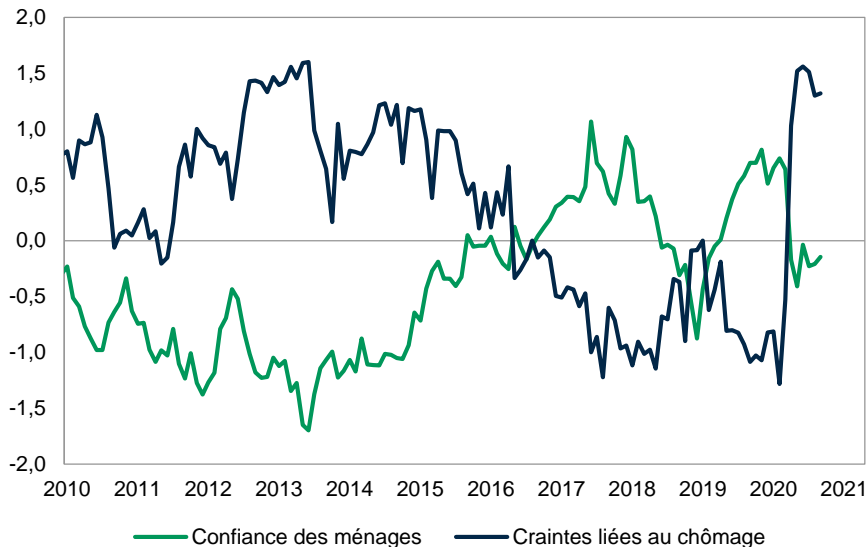
Dans le contexte actuel de crise sanitaire, la réalisation de prévisions de croissance nécessite la mise en place d'hypothèses sur l'évolution de la situation sanitaire qui vont conditionner la temporalité de notre scénario et du retour de la croissance. Nous retenons dans notre scénario 2021-2022 un redémarrage plus lent de l'activité en sortie de deuxième confinement qu'au troisième trimestre 2020. En particulier, la consommation des ménages resterait contrainte en début d'année 2021 par le maintien de règles telles que le couvre-feu et la fermeture de certains établissements (bars, restaurants) qui limiteraient la reprise de la consommation de services. Nous anticipons ainsi un rebond de 3,1% de la croissance au T1 2021 après un recul de 4,8% au T4 2020. Au T1, le PIB s'établirait à un niveau 5,5% inférieur à son niveau d'avant-crise, alors que l'important rebond du T3 2020 lui avait permis de retrouver un niveau 3,7% inférieur à la normale. Pour en savoir plus sur l'importance des hypothèses sanitaires pour les prévisions de croissance et comprendre les différentes manières d'exprimer la croissance retrouvez notre [note pédagogique](#).

Une meilleure maîtrise de la propagation de l'épidémie et l'arrivée d'un vaccin à partir du premier semestre suivi d'une diffusion plus massive sur le second semestre 2020 devraient permettre à la croissance de se poursuivre à un rythme assez soutenu et d'avoir un bon effet d'acquis pour 2022. En outre, une meilleure maîtrise de la situation épidémique et davantage de certitudes concernant la diffusion des vaccins permettraient à la confiance des ménages de progresser. Le retour de la confiance est en effet une condition nécessaire pour envisager l'utilisation (partielle) de l'épargne accumulée depuis le premier confinement. Le plan de relance mis en œuvre à partir de 2021 devrait quant à lui soutenir l'investissement à moyen terme et éviter une chute trop importante de la croissance potentielle même si à l'horizon de notre prévision, une hausse significative des défaillances d'entreprises et du taux de chômage paraissent inévitables.

NOTRE SCÉNARIO 2021-2022

LE REDÉMARRAGE DE LA CONSOMMATION RETARDÉ PAR LA SITUATION SANITAIRE

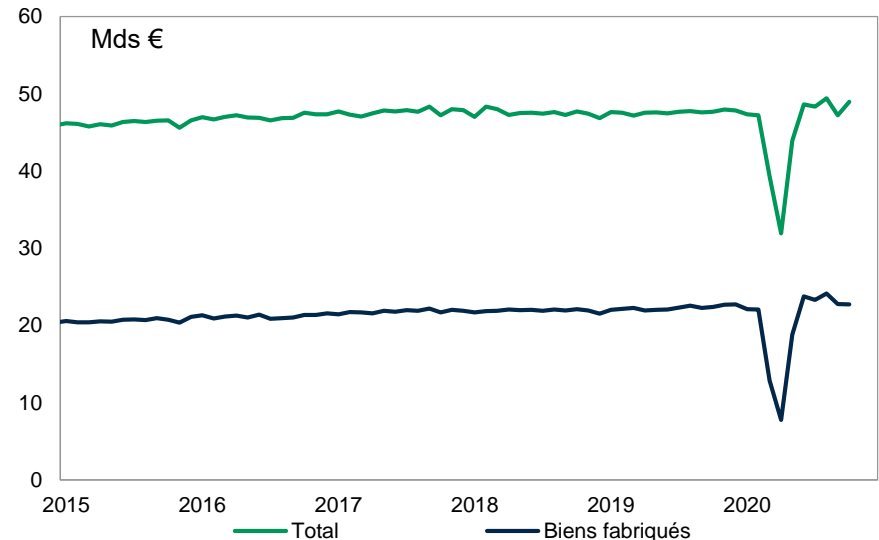
Confiance des ménages (indicateurs normalisés)



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

Alors qu'un net rebond de la consommation des ménages a eu lieu à la sortie du confinement du printemps, le deuxième confinement devrait conduire à une rechute de la consommation des ménages au T4 2020. La reprise pourrait être plus graduelle après le confinement du mois de novembre. Tout d'abord, le maintien durable de contraintes réglementaires, telles que le couvre-feu, la fermeture des établissements culturels (cinémas, théâtres...) et surtout des restaurants et bars (le secteur de l'hôtellerie restauration représente 7% de la consommation des ménages), va empêcher une reprise de la consommation de services aussi forte que celle observée dès le printemps et pendant l'été. Nous anticipons cependant un effet

Consommation des ménages en biens : un fort potentiel de rebond



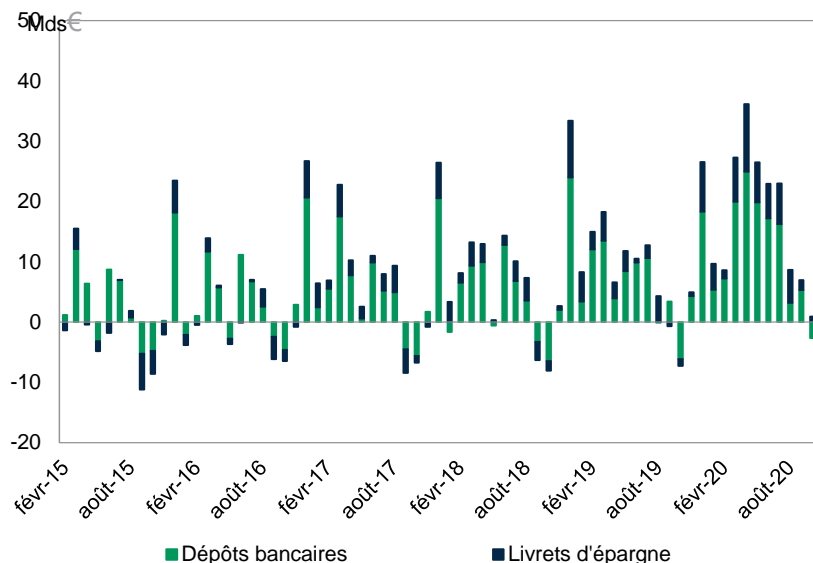
Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

mécanique lié à la reprise de la consommation de biens à la réouverture des commerces comme cela avait été le cas après le premier confinement. La consommation de certains biens fabriqués avait d'ailleurs dépassé les niveaux d'avant-crise. Néanmoins, cette reprise pourrait être pénalisée par le manque de visibilité qu'ont les ménages sur leur situation financière future. Les craintes du chômage sont au plus haut depuis la crise de 2009 et le retour de la confiance sera conditionné par une amélioration de la situation sanitaire. Après un repli d'environ 8% en 2020, la consommation des ménages pourrait rebondir de 5,5% en 2021 et progresserait encore de 3,5% en 2022 selon les hypothèses sanitaires présentées précédemment.

NOTRE SCÉNARIO 2021-2022

L'IMPORTANT SURPLUS D'ÉPARGNE SERA-T-IL CONSOMMÉ ?

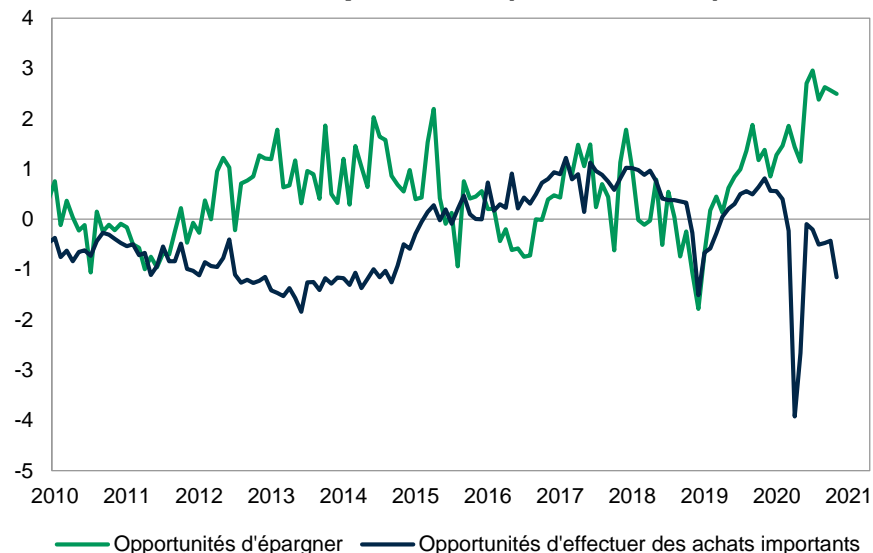
Flux des ménages sur les dépôts bancaires et livrets d'épargne liquide



Sources : Banque de France, Crédit Agricole S.A. / ECO

Le taux d'épargne des ménages a atteint 26,5% au deuxième trimestre, un record dû à la chute de la consommation tandis que le revenu des ménages a été préservé par les mesures de soutien et notamment le recours massif au chômage partiel. Au quatrième trimestre 2020, le taux d'épargne devrait augmenter à nouveau suite aux fermetures de commerces et à la baisse de la consommation. Les données de collecte sur les dépôts bancaires confirment d'ailleurs cette accumulation d'épargne. Les dépôts bancaires et livrets d'épargne liquide ont connu des flux mensuels de 20 milliards en moyenne entre mars et juillet 2020, un montant bien supérieur à la moyenne mensuelle sur les dernières années (environ 5 milliards par

Confiance des ménages, soldes d'opinion sur les opportunités d'épargner et de faire des achats importants (normalisés)



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

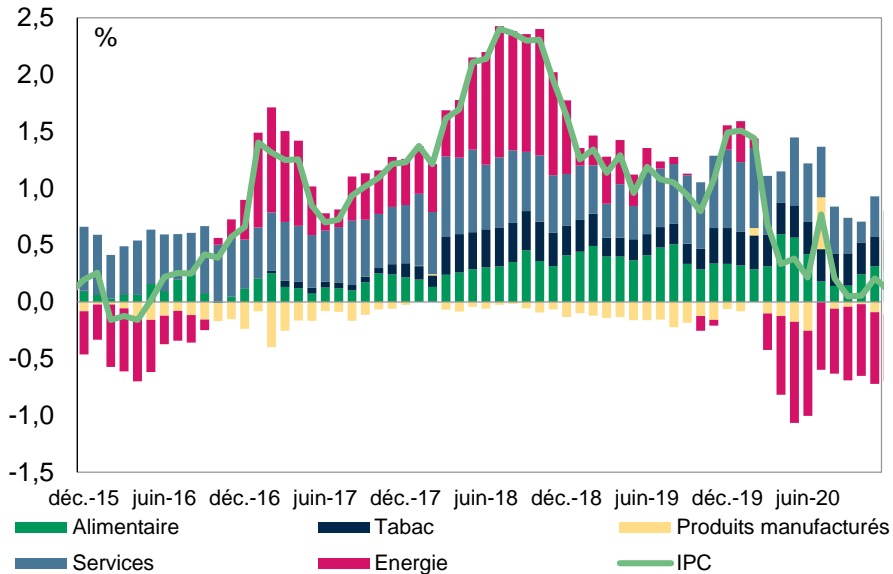
mois depuis 2015). On remarque également de moindres flux pendant la période de forte consommation entre les deux confinements.

L'utilisation du surplus d'épargne qui pourrait atteindre 130 Mds€ en 2020, selon une estimation récente de la Banque de France, reste conditionnée par un retour de la confiance des ménages. A l'heure actuelle, les ménages restent prudents, les soldes d'opinion sur les opportunités d'effectuer des achats importants restent en dessous de leur moyenne historique alors que les opportunités d'épargner sont toujours élevées. Les ménages devraient donc maintenir une épargne de précaution importante dans les prochains mois.

NOTRE SCÉNARIO 2021-2022

PRIX À LA CONSOMMATION : UNE INFLATION DURABLEMENT CONTENUE

Contributions aux variations de l'indice des prix à la consommation



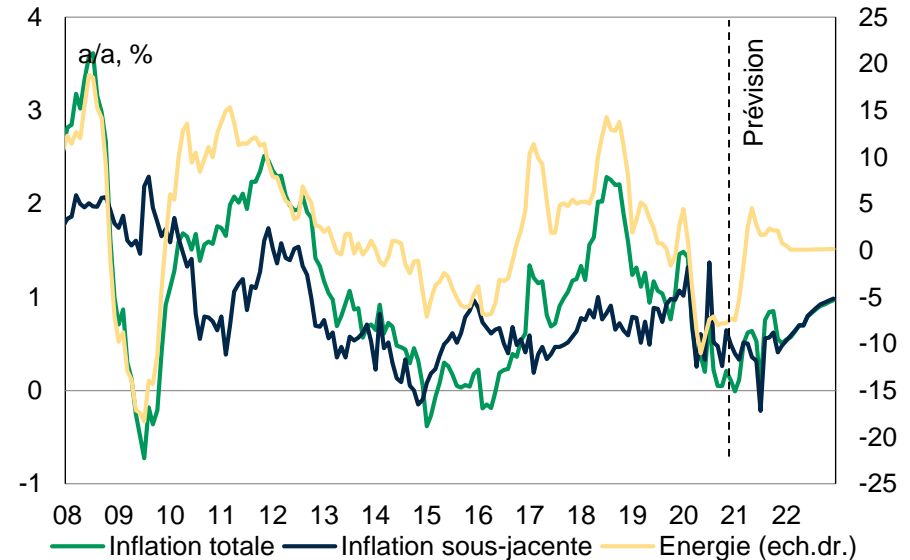
Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

L'inflation a chuté pendant la crise et devrait rester durablement faible, loin de l'objectif de 2% de la Banque centrale européenne. Elle s'établit à 0,2% au mois de novembre 2020. La baisse des prix de l'énergie contribue notamment négativement à l'inflation depuis plusieurs mois, suite à la baisse de la demande mondiale en matières premières et à l'effondrement du commerce international.

En moyenne annuelle, l'inflation s'établirait à 0,5% en 2020 et resterait stable à 0,5% en 2021 avant d'accélérer légèrement à 0,8% en 2022.

En détail, malgré un ralentissement, la hausse du prix dans les services continuerait de soutenir l'inflation sous-jacente. La hausse

Évolution des prix

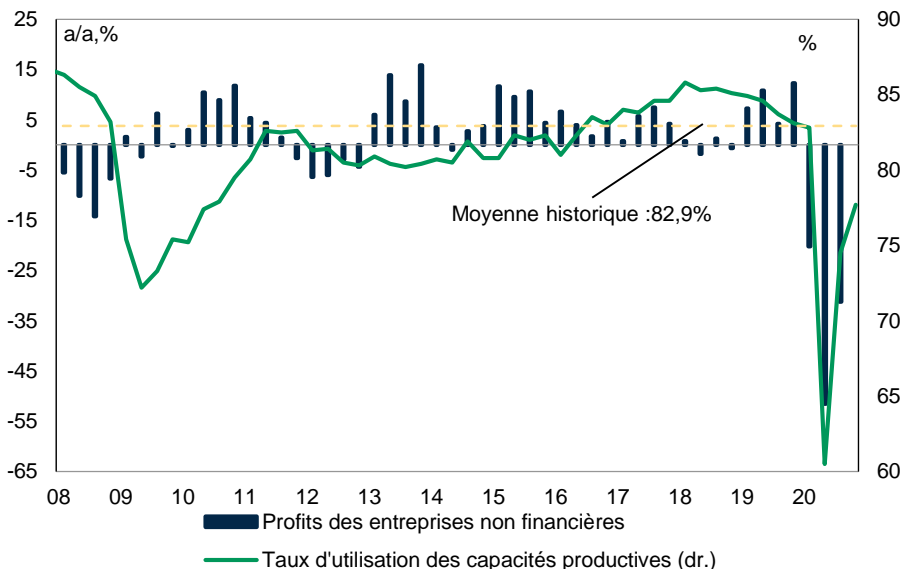


Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

des prix du tabac contribuerait également positivement à l'inflation tandis que la reprise de l'activité mondiale pourrait entraîner une hausse modérée des prix de l'énergie. Début décembre, le prix du baril de Brent a dépassé les 50 USD pour la première fois depuis le mois de mars et le redémarrage de l'activité pourrait soutenir une hausse mesurée des prix de l'énergie.

En outre, le maintien d'une forte épargne par les ménages (et donc de la faiblesse de la demande) aura également un effet négatif sur les prix à la consommation.

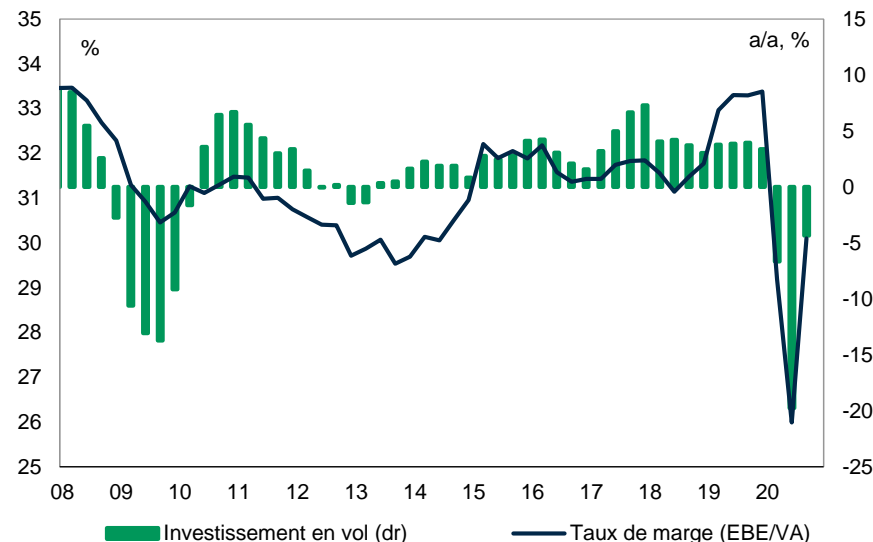
Profits et taux d'utilisation des capacités de production



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

Les entreprises seront les principales bénéficiaires du plan de relance du gouvernement. Elles bénéficieront notamment d'une baisse de 10 Mds € des impôts de production dès 2021 et de 10 Mds € supplémentaires en 2022. Cette baisse des taxes a pour but de renforcer la compétitivité coût de l'industrie française et permettra un redressement des profits des entreprises dès l'an prochain. En effet, après une baisse temporaire du taux de marge à 28,5% en 2020 (contre 33,2% en 2019), nous prévoyons un taux de marge autour de 32% en 2021. Si cette baisse a pour but de soutenir l'investissement dès l'an prochain, nous anticipons qu'une part importante des 10 Mds € viendra reconstituer la trésorerie des entreprises en sortie de crise. Comme pour le CICE, les effets de la baisse des impôts de production

Taux de marge et investissement des SNF



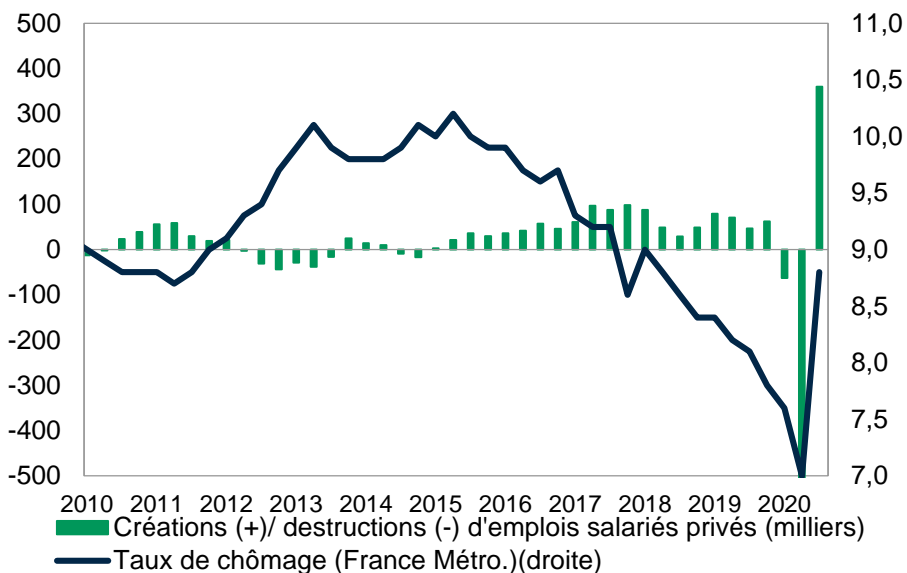
Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

sur l'investissement et l'emploi devraient être plus visibles à moyen/long terme. D'autres outils présents dans le plan de relance comme le soutien des travaux de rénovation et des investissements dans la transition énergétique pourraient avoir un impact plus rapide. Nous anticipons une reprise significative de l'investissement des entreprises en 2021. La reprise de l'activité et les soutiens à l'investissement présents dans le plan de relance contribueront à la baisse du besoin de financement des entreprises (qui resterait toutefois élevé) et permettraient à l'investissement des entreprises de progresser de 7,1% en 2021 après s'être contracté de 9,6% en 2020. En 2022, l'investissement continuera à être soutenu et progresserait de 3,6%, retrouvant ainsi son niveau d'avant-crise en fin d'année.

NOTRE SCÉNARIO 2021-2022

UNE HAUSSE DU CHÔMAGE PROBABLEMENT INÉVITABLE

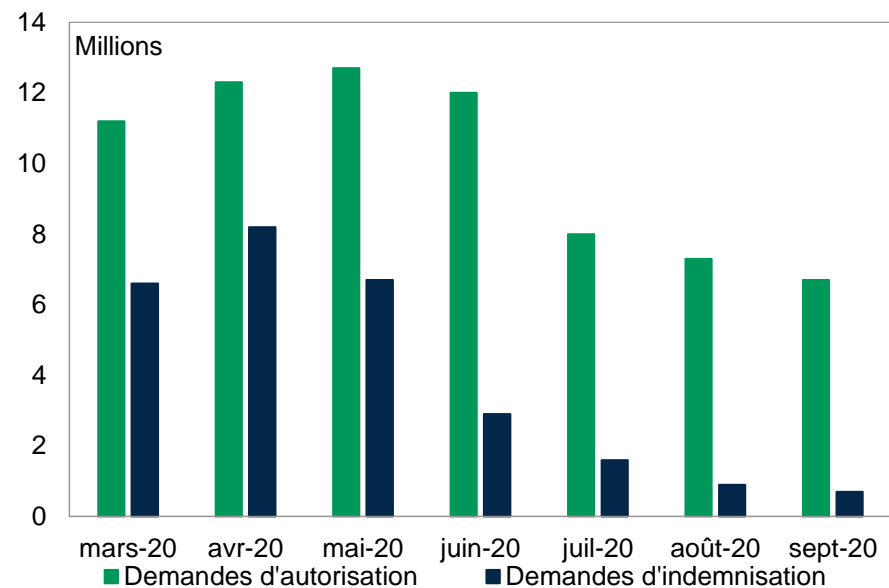
Premier ajustement du taux de chômage au T3 2020



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A. / ECO

Après une baisse contre-intuitive du chômage due à des contraintes méthodologiques au premier semestre, le taux de chômage a nettement augmenté au T3 à 8,8% en France métropolitaine contre 7,8% avant la crise (au T4 2019). Le halo autour du chômage qui avait fortement augmenté suite aux destructions d'emploi du premier semestre diminue au T3, en lien avec la hausse des inscriptions au chômage mais également grâce à la reprise des embauches. En effet, les destructions d'emplois du premier semestre ont touché en premier lieu les contrats intérimaires et les CDD de courte durée. D'importantes créations d'emplois ont eu lieu au T3 dans les secteurs

Recours au chômage partiel



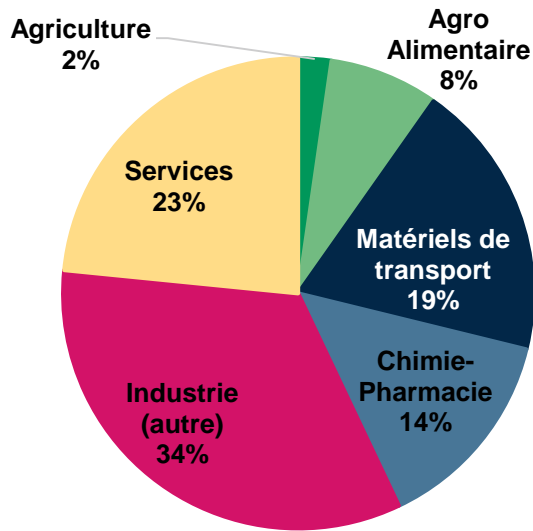
Sources : Dares, Crédit Agricole S.A. / ECO

tels que la construction ou la restauration qui ont largement recours aux contrats courts. Au total, nous estimons à environ 700 000 les destructions d'emplois privés en 2020. Avec une probable hausse des défaillances (voir [la note dédiée](#)), les CDI qui ont jusqu'à présent été protégés par un recours massif au chômage partiel (plus de 8 millions de salariés du privé placés au chômage partiel en avril) risquent d'être plus exposés aux destructions d'emplois. Le taux de chômage pourrait s'établir à 9,3% au T4 2020 en France métropolitaine et atteindrait un pic à plus de 10% au T3 2021 avant de diminuer progressivement.

NOTRE SCÉNARIO 2021-2022

COMMERCE EXTÉRIEUR : UN REDÉMARRAGE DÉCALÉ ENTRE PAYS PÉNALISERA LES EXPORTATIONS

Principaux secteurs exportateurs (% des exportations 2017)



Sources : Insee IOT 2017, Crédit Agricole SA / ECO

La structure des exportations françaises n'est pas favorable à un redémarrage rapide. L'aéronautique représente 13% de nos exportations et sera durablement touchée, la chute du transport aérien de personnes risquant d'entraîner des annulations ou des reports de commandes de la part des compagnies aériennes. Le secteur bénéficiera d'ailleurs d'un plan de relance dédié afin de préserver la compétitivité de la France et le tissu industriel du secteur. Le secteur des services et notamment du tourisme pèsera également sur la reprise des exportations. La France étant le premier pays receveur de touristes étrangers, l'excédent commercial dans ce secteur a disparu depuis le début de la crise et ce secteur restera nettement pénalisé

Commerce de biens (données mensuelles Mds €)



Sources : Douanes, Crédit Agricole SA / ECO

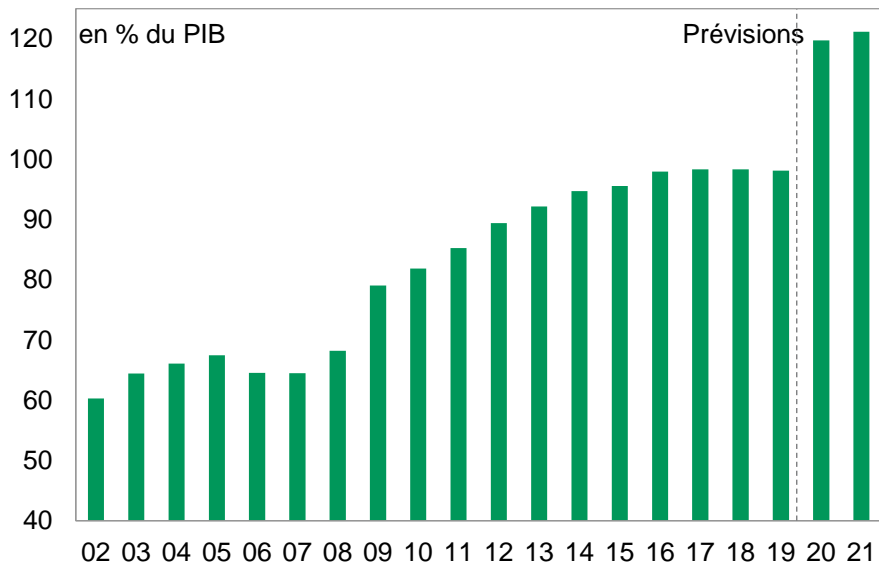
tant que les voyages internationaux seront affectés par la crise sanitaire.

Au niveau des échanges de biens, le redémarrage rapide de la consommation en France et le manque de synchronisation avec les autres pays (entraînant un moindre rebond des exportations) a causé une importante dégradation du solde commercial sur les derniers mois. En 2020, le commerce pèserait à hauteur de 1,2 point de PIB sur la croissance. Les exportations devraient ensuite se redresser avec le redémarrage de la demande adressée à la France. Nous anticipons ainsi une contribution quasi neutre du commerce à la croissance en 2021.

NOTRE SCÉNARIO 2021-2022

FINANCES PUBLIQUES : PROLONGER LE « QUOI QU'IL EN COÛTE » ET SOUTENIR LA REPRISE

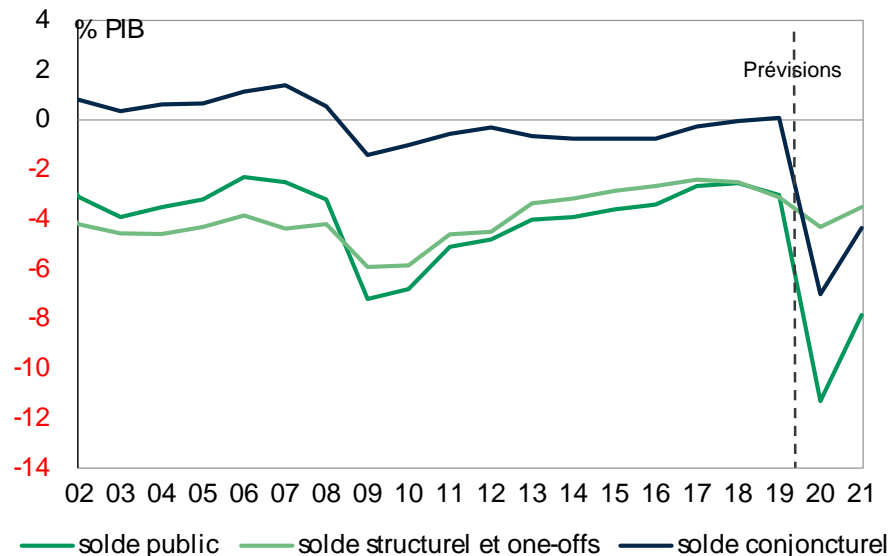
Dette publique



Sources : Minefi, Crédit Agricole S.A./ ECO

L'abandon temporaire des règles budgétaires habituelles au niveau européen permet aux États de continuer le soutien à l'économie via une politique budgétaire expansionniste. Après les mesures de soutien annoncées au mois de mars, qui contribueront à creuser fortement le déficit en 2020, le plan de relance confirme le soutien durable de l'État à la croissance. Face à la seconde vague de l'épidémie et à des mesures de fermetures administratives prolongées en 2021, les mesures d'urgence visant à limiter l'impact de la crise sur les agents (ménages et entreprises) ont également été renforcées. Le fonds de solidarité a été fortement relevé et prend désormais en charge jusqu'à 20% des pertes de chiffre d'affaires pour les

Solde public



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A./ ECO

établissements fermés, et un revenu minimum a par exemple été annoncé en faveur des travailleurs précaires. Au total, la facture a été revue à la hausse pour 2020 puisque le coût du deuxième confinement a été estimé à 15 Mds € par mois pour les finances publiques et 10 Mds € de mesures de soutien ont été rajoutées au projet de loi de finance 2021.

Après s'être creusé à 11% en 2020 selon les prévisions du gouvernement, le déficit public se réduirait légèrement en 2021 grâce à l'amélioration du solde conjoncturel permise par la reprise de la croissance. Le ratio de dette publique sur PIB dépasserait quant à lui les 120%.

CONSULTEZ NOS DERNIÈRES PARUTIONS EN ACCÈS LIBRE SUR INTERNET

Date	Titre	Thème
11/12/2020	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
10/12/2020	France – Prévoir le PIB dans cette crise atypique : quelques éléments d'explication	France
10/12/2020	France – Immobilier résidentiel : un marché plutôt résistant face au coronavirus	France, immobilier
09/12/2020	Zone euro – Conjoncture flash : les composantes du PIB au T3 2020	UE
09/12/2020	La bête qui quette : BEAST, le scénario risque de la BCE et ses implications	UE
09/12/2020	Inde – Une convalescence à surveiller	Asie
08/12/2020	Quel avenir pour les plateformes françaises du crowdlending ?	Banques, informatique
07/12/2020	Brésil – Une singulière histoire de rating ou "Je t'aime, moi non plus"	Amérique latine
04/12/2020	Brexit : dernières actualités et conseils de préparation pour les entreprises françaises	Brexit
04/12/2020	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
03/12/2020	Italie – Conjoncture, Flash PIB : composantes au T3 2020	Italie
02/12/2020	Entreprise, où est la crise ?	UE
01/12/2020	Qatar – Un plan de soutien massif pour contenir la crise	Moyen-Orient
30/11/2020	France – Un deuxième confinement moins négatif pour l'économie	France
27/11/2020	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
25/11/2020	Point d'étape sur la notation souveraine des pays émergents par les agences de rating	Emergents
25/11/2020	Allemagne – Conjoncture : PIB au T3 2020	Allemagne
25/11/2020	Chine – Une désinflation qui interroge	Chine
24/11/2020	Zone euro – Baisser le déficit en maintenant le soutien à l'économie : le défi des budgets en 2021	UE

Pierre BENADJAUD

+33 1 43 23 97 36 

pierre.benadjaoud@credit-agricole-sa.fr



**MERCI DE VOTRE
ATTENTION**

POUR CONSULTER OU VOUS ABONNER
À NOS PUBLICATIONS SUR INTERNET :
<http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

Nos publications économiques non confidentielles sont également accessibles sur l'application « Études Eco » disponible sur [l'App Store](#) et sur [Google Play](#)

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe
12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille - **Rédacteur en chef :** Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.